

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2811

12 octobre 2015

SOMMAIRE

African Minerals Exploration & Development Fund II	134884	Beri 75	134905
AGT Investissement S.A.	134882	Besson Instruments S.à r.l.	134905
ALM ENRC Holdings I S.à r.l.	134887	Bil Manage Invest S.A.	134905
Alphacom Holding S.A.	134891	Bimmo Holding S.A.	134908
Amstar Property S.à r.l.	134891	Blue Art Promotion S.à r.l.	134909
Anoa Capital S.A.	134893	BPA Holdings Luxco S.à r.l.	134909
Arboretum Consulting S.A.	134894	BRW 1 S.A.	134910
AR Consulting & Business Solutions S.A.	134899	Bültmann Advisory S.à r.l.	134910
Art Trading and Invest S.A.	134894	Business Center Steinsel B.C.S. S.A.	134912
AZ Electronic Materials Group S.à r.l.	134895	Carina Property S.à r.l.	134894
AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l.	134894	CEP III Investment 18 Finance S.à r.l.	134895
AZ Electronic Materials S.à r.l.	134899	GGC Credit Opportunities S.à r.l.	134895
AZ Electronic Materials Topco S.à r.l.	134904	Golden Peak	134913
Bank of China (Luxembourg) S.A.	134928	Groupda	134904
Batipart International S.A.	134906	Reunit S.A.	134928
Behomerent S.A.	134906	Robert Mikaeloff Luxembourg S.A.	134928
Bel Air Hotel Holdings S.à r.l.	134905	S.C.I. Tewes-Immo	134891
Benz Trade S.A.	134907	Strassen Real Estate S.à r.l.	134928
		TCC Two Continents Capital S.A.	134882

TCC Two Continents Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.265.

—
AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendfünfzehn,
am zwanzigsten Tag des Monats August.

Vor Uns Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),
ist erschienen:

Herr Jean-Jacques SCHERER, conseiller fiscal, berufsansässig in 1-3, Millewee, L-7257 Helmsingen, Großherzogtum Luxemburg.

Welcher Komparent, hier persönlich anwesend, den amtierenden Notar ersuchte, seine Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I.- Daß die Aktiengesellschaft "TCC TWO CONTINENTS CAPITAL S.A. (die „Gesellschaft“), eine Aktiengesellschaft eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht von und zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 118 265, mit früherem Sitz in 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, welcher ordnungsgemäß, mit Wirkung zum 07. August 2014, gekündigt wurde, durch eine Kündigungsanzeige welche Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) am 13. Oktober 2014, unter der Nummer 2892 und Seite 138779 rechtsgültig erschien, gegründet wurde gemäß notarieller Urkunde aufgenommen, am 27. Juli 2006, und im Mémorial am 04. Oktober 2006, unter der Nummer 1863 und Seite 89386 veröffentlicht wurde und welche Satzung seither niemals abgeändert wurde.

II.- Daß das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft sich auf einundreißigtausend Euro (31'000.- EUR) beläuft, eingeteilt in dreihundertzehn (310) voll eingezahlte Stammaktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100.- EUR).

III.- Daß der Erschienenene, Herr Jean-Jacques SCHERER, vorgenannt, zwischenzeitlich Inhaber sämtlicher dreihundertzehn (310) Stammaktien der Gesellschaft, geworden ist.

IV.- Daß derselbe Erschienenene, handelnd als alleiniger Aktionär, erklärt, dass die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung eingestellt wurde und dass daher derselbe Erschienenene erklärt und beschließt die Gesellschaft, mit sofortiger Wirkung, aufzulösen.

V.- Daß der Erschienenene, ebenfalls in seiner Eigenschaft als Liquidator der Gesellschaft erklärt, alle Aktiva und Passiva der aufgelösten Gesellschaft übernommen zu haben, daß alle Verbindlichkeiten beglichen wurden und daß die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist, unbeschadet der Tatsache, daß sie ohnehin persönlich und für sämtliche Verbindlichkeiten der aufgelösten Gesellschaft haftet.

VI.- Daß allen Verwaltungsratsmitgliedern und dem Kommissar der aufgelösten Gesellschaft volle Entlastung für die Ausübung ihrer respektiven Mandate erteilt wurde.

VII.- Daß die Bücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während fünf (5) Jahren am früheren Gesellschaftssitz aufbewahrt werden.

VIII.- Daß sämtliche dreihundertzehn (310) Inhaberaktien in Gegenwart des amtierenden Notars annulliert wurden.

IX.- Daß der Erschienenene, in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter, sich noch verpflichtet, die sämtlichen Kosten dieser notariellen Urkunde zu übernehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Helmsingen, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe Erschienenene mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J.J. SCHERER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 24. August 2015. Relation: EAC/2015/19641. Erhalten fünfundsechzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015145118/48.

(150158577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

—
AGT Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 33.410.

—
L'an deux mil quinze, le vingt-neuf juillet.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AGT INVESTISSEMENT S. A., constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors de résidence à Luxembourg, en date du 23 mars 1990, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 351 du 27 septembre 1990, ayant son siège social à L-2514 Luxembourg, 15, Rue Jean-Pierre Sauvage et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 33.410 (la "Société").

Les statuts de la Société ont été modifiés une dernière fois suivant acte notarié en date du 21 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 488 du 26 février 2008.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Pierre Dias, employé privé, demeurant professionnellement à Senningerberg,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Joannes de Moor, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- transférer le siège social de la Société de L-2514 Luxembourg, 15, Rue Jean-Pierre Sauvage à L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann avec effet immédiat.

- modifier en conséquence l'article 1^{er} des statuts de la Société.

- divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants et le notaire aux fins d'enregistrement.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale des actionnaires décide de transférer le siège social de la Société de L-2514 Luxembourg, 15, Rue Jean-Pierre Sauvage à L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann avec effet immédiat.

Deuxième résolution:

A la suite de la résolution qui précède, la deuxième phrase de l'article 1^{er} des statuts de la Société est modifiée et aura la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Deuxième phrase. "Le siège social est à établi dans la commune de Schuttrange."

Implicite à la première résolution, l'assemblée décide par ailleurs d'adapter la première phrase de l'article 8 des statuts de la Société qui se lira dorénavant comme suit:

Art. 8. Première phrase. "L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit le deuxième lundi du mois de novembre à quinze heures au siège social de la société ou à tout autre endroit de la commune du siège social qui sera fixé dans l'avis de convocation".

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie Mathot, Jean-Pierre Dias, Joannes de Moor, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 30 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 24320. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 26 août 2015.

Référence de publication: 2015144597/67.

(150158277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

African Minerals Exploration & Development Fund II, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.040.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of the month of August,

Before Us, Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the Meeting) of AFRICAN MINERALS EXPLORATION & DEVELOPMENT FUND II SICAR, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque - SICAR), having its registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 183040 (the Company). The Company has been incorporated on December 17, 2013 by a deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 98 of January 11, 2014. The articles of incorporation of the Company (the Articles) have not been amended yet.

The Meeting was opened by Mrs Camille WISNIEWSKI, employee, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, duly appointed by the Fund Manager, Explora, with registered office at 12F, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as chairman of the Meeting (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary Mr Steven STEYN, employee, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Ian McANDREW employee, professionally residing at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the Bureau) having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of article 12 of the Company's articles of association;
2. Amendment of article 17 of the Company's articles of association;
3. Amendment of article 18 of the Company's articles of association;
4. Amendment of article 19 of the Company's articles of association; and
5. Miscellaneous.

II. That all the outstanding shares are registered shares and that a convening notice reproducing the agenda of the Meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on August 7, 2015.

III. That the represented shareholders, their proxyholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed "ne varietur" by the proxyholders of the represented shareholders, by the members of the Bureau and by the officiating notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies given by the represented shareholders, after having been signed "ne varietur" by the proxyholders of the represented shareholders, by the members of the Bureau and by the officiating notary will also remain annexed to the present deed.

IV. That it appears from the attendance list that out of 4,916,001 outstanding shares, 4,916,001 shares including the management share (i.e. 100 %) are represented at the Meeting.

V. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After deliberation, the Meeting resolved as follows:

First resolution

The Meeting by 4,876,001 votes in favor and 40,000 abstentions resolved to amend article 12 of the Articles of the Company which shall henceforth be read as follows:

“ **Art. 12.** In accordance with article 107 of the Law of 1915 (as defined in Article 27 below), the Company shall be managed by a manager (the "Fund Manager"), who may but need not to be unlimited shareholder, designated by a resolution of the Shareholders taken as set out in Article 18 below. The Fund Manager may only be removed as further set out in Article 17 below.

The GP Share(s) shall be held by AFRICAN MINERALS EXPLORATION & DEVELOPMENT II GP (the "General Partner") in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.”

Second resolution

The Meeting unanimously resolved to amend article 17 of the Articles of the Company which shall henceforth be read as follows:

“ **Art. 17.** The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 13 and to any other powers reserved to the Fund Manager by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution affecting the interest of the Company towards third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

However, as further set out in the PPM, the approval of the General Partner shall not be required in relation to the following:

a) shareholders may, after the second anniversary of the First Closing (as defined in the PPM of the Company), and within 90 business days following a decision of the shareholders and pursuant to the majority provided in Article 18 below, (i) remove the Fund Manager without cause and appoint a substitute fund manager or (ii) retain the Fund Manager but solely for the purpose of liquidating the Company. The Fund Manager shall be entitled to fees and distributions set forth in the PPM of the Company; or

b) in the event that:

(i) a court of competent jurisdiction makes a determination that the Fund Manager or any Affiliate of the Fund Manager (as defined in the PPM) has committed fraud, gross negligence, wilful misconduct, wilful default or has been convicted of a felony or any crime relating to securities laws in connection with the performance of its duties to the Company,

(ii) the Advisory Committee (as defined in the PPM) declares with a majority vote a material breach by the Fund Manager or any Affiliate of the Fund Manager (as defined in the PPM) of its obligations under the PPM or these Articles, which is not a) cured within forty-five (45) Business Days (as defined in the PPM), or b) capable of being cured, or

(iii) the Fund Manager or any Affiliate of the Fund Manager (as defined in the PPM) that have a material relationship with the Company becomes insolvent, subject to, where relevant, the appointment of an administrator, liquidator, involuntary reorganisation or bankruptcy procedures, or is subject to a material regulatory sanction,

the shareholders may, following a decision of the shareholders and pursuant to the majority provided in Article 18 below, (x) remove the Fund Manager and appoint a substitute fund manager or (y) retain the Fund Manager but solely for the purpose of liquidating the Company. For the avoidance of doubt, the right for the shareholders to remove the Fund Manager as set out in this Article can be exercised until the Company is liquidated. The General Partner shall be entitled to distributions set forth in the PPM of the Company;

c) following any removal of the Fund Manager as set out above, the General Partner shall be removed provided that a substitute general partner is designated by a decision of the shareholders pursuant to the majority requirements provided in Article 18 below.

General meetings of shareholders shall be convened by the Fund Manager. In accordance with and subject to the Law of 1915, the Fund Manager shall be obliged upon receipt of a written notice from the shareholders representing one-tenth of the capital with an indication of the agenda, to issue a notice convening the general meeting of shareholders, as set out below, so that such general meeting will be held within a period of fifteen (15) days from the receipt of such written notice.

General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the Fund Manager setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register.

Certificates grant no voting rights at the Company's meetings of shareholders.”

Third resolution

The Meeting unanimously resolved to amend article 18 of the Articles of the Company which shall henceforth be read as follows:

“ **Art. 18.** The annual meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the last Tuesday of the month of April at 3 p.m. (CET), and for the first time in 2014. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Fund Manager, exceptional circumstances so require. If and to the extent permitted by law, the Fund Manager may decide the date and time of the annual meeting of shareholders.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing, by telefax, electronic post or any other means of transmission approved by the Fund Manager capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the Fund Manager or by a person designated by the Fund Manager. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by an absolute majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution affecting the interest of the Company towards third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the Fund Manager.

Notwithstanding any other provision in these Articles:

(i) the designation or removal of the Fund Manager (or a substitute Fund Manager) referred to in Article 12 above shall not require the approval of the General Partner;

(ii) (a) with respect to Article 17 (a) and Article 17 (c) if its application is triggered following the occurrence of the event referred to in Article 17 (a), the resolutions must be passed by a positive vote of fifty five percent (55%) of the Limited Shares outstanding in accordance with and subject to the provisions of the PPM; and

(b) with respect to Article 17 (b) and Article 17 (c) if its application is triggered following the occurrence of an event referred to in Article 17 (b), the resolutions must be passed by a positive vote of more than fifty percent (50%) of the Limited Shares outstanding in accordance with and subject to the provisions of the PPM.”

Fourth resolution

The Meeting unanimously resolved to amend article 19 of the Articles of the Company which shall henceforth be read as follows:

“ **Art. 19.** At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least three-quarters (3/4) of the votes cast, provided that no resolution, shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Unless provided otherwise in these Articles, shareholders may participate in and be deemed to be present for the calculation of the quorum and majority of any shareholders' meeting by way of video conference or by way of a means of telecommunication permitting their identification.”

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 3 of the Law of June 15, 2004 relating to investment companies in risk capital, as amended.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred Euros (1,200.- EUR).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of this document.

After having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: C. WISNIEWSKI, S. STEYN, I. McANDREW, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 20 août 2015. 2LAC/2015/19031. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 26 août 2015.

Référence de publication: 2015144591/159.

(150158583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

ALM ENRC Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 22, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 161.161.

—
In the year two thousand fifteen, on the seventh day of August,

Before Us, Me Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,

Was held

an extraordinary general meeting of ALM ENRC Holdings I S.à r.l., a company incorporated in Luxembourg under the form of a société à responsabilité limitée, having its registered seat at 22, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg (the “Company”), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the “Register”) under number B 161161, incorporated on 13 April 2011 pursuant to a deed drawn up by Me Francis Kessler, notary then residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) dated 11 August 2011, number 1842, page 88379. The articles of association of the Company (as amended from time to time, including pursuant to the present deed, the “Articles”) have not yet been amended since its incorporation.

THERE APPEARED

Mr. Patokh Chodiev, residing at 27, Hoh-Rohnenweg, CH-8832 Wilen b. Wollerau, Switzerland, hereby represented by Mrs. Laetitia Zuanel, employee, residing professionally in Pétange, by virtue of a power of attorney given on 28 May 2015;

Mr. Alexandre Machkevitch, residing at 36-42 Herbert Samuel St, Apt-83, IL-63303 Tel Aviv, Israel, hereby represented by Mrs Laetitia Zuanel, employee, residing professionally in Pétange, by virtue of a power of attorney given on 28 May 2015; and

Mr. Alijan Ibragimov, residing at 35b, Bächerstrasse, CH-8806 Bäch, Switzerland (together with Mr. Patokh Chodiev and Mr. Alexandre Machkevitch referred to as the “Shareholders”), hereby represented by Mrs. Laetitia Zuanel, employee, residing professionally in Pétange, by virtue of a power of attorney given on 28 May 2015.

The powers of attorney, after having been signed *in* varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as above, being all the shareholders of the Company, hereby pass unanimously the following written resolutions in accordance with the provisions of article 193 of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the “Law”).

First resolution

The Shareholders resolve to delete current article 7.2 and subsequently amend article 7 and article 8 of the Articles, in order to reflect the fact that (i) at any time, if one or more managers are resident of the same country which is not Luxembourg (an “Outside Country”), the number of Luxembourg resident managers shall at all times be higher than the number of the managers resident of the Outside Country and (ii) that the quorum necessary for the holding of the board shall reflect the same, it being understood that the presence of at least one Class A Manager and one Class B Manager is a necessary requirement for the board to be quorate and validly held.

The new article 7 shall henceforth read as follows:

“ **7.1.** The Company is managed by a board of managers (the Board) composed of at least one (1) class A manager (hereafter Class A Manager), and at least one (1) class B manager (hereafter Class B Manager) appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. At any time, if one (1) or more managers are resident of the same country which is not Luxembourg (hereafter an Outside Country), the number of Luxembourg resident managers shall at all times be higher than the number of the managers resident of the Outside Country.

7.3. The Board may choose from among its members a chairman. The manager that will act as chairman for a meeting of the Board will be resident for tax purposes in the Grand Duchy of Luxembourg at all times.

7.4. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.”

The new articles 8.1 and 8.2 shall henceforth read as follows:

“ **8.1. Powers of the board of managers.**

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure.

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and includes at least one (1) Class A Manager or his duly appointed attorney and one (1) Class B Manager or his duly appointed attorney provided that the number of Luxembourg resident managers present or represented shall at all times at any board meeting be higher than the number of managers present or represented of an Outside Country. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that such majority includes the vote of at least one (1) Class A Manager or his duly appointed attorney. In case of tie of votes, the chairman will have a decisive vote. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(v) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vi) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.”

Second resolution

The Shareholders resolve that ALM Luxembourg Services S.à r.l. be removed from its mandate of Class A Manager of the Company with effect as of the date of the present resolutions.

The Shareholders resolve to grant a discharge to ALM Luxembourg Services S.à r.l. in respect of the performance of its duties as a manager of the Company, up to the date of the present resolutions. Such discharge shall be confirmed during the next shareholder's meeting approving the annual accounts of the Company.

Third resolution

The Shareholders resolve to appoint the following persons to the board of managers of the Company, all for an undetermined duration with effect from the date of these resolutions:

- Ms. Anna Alexandrovna Machkevitch, born on July 12, 1982 in Bishkek (formerly Frunze), Kyrgyzstan, having her address at Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, United Kingdom, as Class A Manager of the Company; and

- Mr. Alexandre Machkevitch, born on 23 February 1954 in Bishkek (formerly Frunze), Kyrgyzstan, having his address at 36-42 Herbert Samuel St, Apt-83, IL-63303 Tel Aviv, Israel, as Class A Manager of the Company; and

- Mrs. Nathalie Canzerini, born on 23 January 1979 in Saint Mard, Belgium, having her professional address at 22, avenue Marie Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager of the Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves that it be noted that, following the removal and appointments referred to in the above resolutions, the board of managers of the Company is constituted as follows with effect as of the date of the present resolutions:

- Mr. Alexander Machkevitch, Class A Manager;
- Ms. Anna Alexandrovna Machkevitch, Class A Manager;
- Mrs. Nathalie Canzerini, Class B Manager; and
- Mr. Thomas Heymans, Class B Manager.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing persons, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

En l'année deux mille quinze, le septième jour du mois d'août,

Devant Nous, Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de ALM ENRC Holdings I S.à r.l., une société constituée au Luxembourg sous forme de société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 22, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés (le "Registre") sous le numéro B 161161, constituée le 13 avril 2011 par un acte de Me Francis Kessler, notaire de résidence à l'époque à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, dont l'immatriculation a été publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") le 11 August 2011, numéro 1842, page 88379. Les statuts de la Société (qui seront désignés tels que modifiés, y compris par le présent acte, comme les "Statuts") n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution.

ONT COMPARU

Mr Patokh Chodiev, ayant son adresse à 27, Hoh-Rohnenweg, CH-8832 Wilen b. Wollerau, Suisse, ici représenté par Mme Laetitia Zuanel, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange en vertu d'une procuration sous seing privé signée le 28 mai 2015;

Mr Alexandre Machkevitch, ayant son adresse à 36-42 Herbert Samuel St, Apt-83, IL-63303 Tel Aviv, Israel, ici représenté par Mme Laetitia Zuanel, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration sous seing privé signée le 28 mai 2015; et

Mr Alijan Ibragimov, ayant son adresse à 35b, Bächerstrasse, CH-8806 Bäch, Suisse, (ensemble avec Mr Patokh Chodiev et Mr Alexandre Machkevitch désignés comme les "Associés"), ici représenté par Mme Laetitia Zuanel, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration sous seing privé signée le 28 mai 2015,

Les procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, étant tous les associés de la Société, prennent unanimement les résolutions suivantes en conformité avec les dispositions de l'article 193 de la loi concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi").

Première résolution

Les Associés décident de supprimer l'article 7.2 actuel et de modifier l'article 7 et 8 des Statuts afin de refléter que (i) à tout moment, si un ou plusieurs gérants résidant dans un même pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg (un "Pays Extérieur"), le nombre de gérants résidant au Grand-Duché de Luxembourg devra être supérieur au nombre de gérants résidant dans le Pays Extérieur et (ii) que le quorum nécessaire pour tenir une réunion du conseil devra refléter la même chose, étant entendu que le conseil ne peut délibérer et agir valablement que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents.

Le nouvel article 7 sera désormais rédigé comme suit:

" Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance (le Conseil) composé d'au moins un (1) gérant de catégorie A (ci-après Gérant de Catégorie A) et au moins un (1) gérant de catégorie B (ci-après Gérant de Catégorie B) nommés par une résolution des associés qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. A tout moment, si un (1) ou plusieurs gérants résidant dans un même pays autre que le Grand-Duché de Luxembourg (ci-après Pays Extérieur), le nombre de gérants résidant au Grand-Duché de Luxembourg devra être supérieur au nombre de gérants résidant dans le Pays Extérieur.

7.3. Le Conseil peut choisir un président parmi ses membres. Le gérant qui agit en tant que président d'une réunion du Conseil doit être résident pour des raisons fiscales au Grand-Duché de Luxembourg à tout moment.

7.4 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une décision des associés."

Les nouveaux articles 8.1 et 8.2 seront désormais rédigés comme suit:

" 8.1. Pouvoirs du conseil de gérance.

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un (1) ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure.

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un (1) gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et comprend au moins un (1) Gérant de Catégorie A ou son représentant dûment nommé et un (1) Gérant de Catégorie B ou son représentant dûment nommé sous réserve que le nombre de gérants présents ou représentés résidant au Grand-Duché de Luxembourg sera à tout moment à toute réunion du Conseil supérieur au nombre de gérants présents ou représentés d'un Pays Extérieur. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que cette majorité inclut la voix d'au moins un (1) Gérant de Catégorie A ou son représentant dûment nommé. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(v) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vi) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature."

Deuxième résolution

Les Associés décident qu'ALM Luxembourg Services S.à r.l. est révoqué de son mandat de Gérant de Catégorie A de la Société avec effet à la date des présentes résolutions.

Les Associés décident d'accorder décharge à ALM Luxembourg Services S.à r.l. pour l'accomplissement de son mandat de gérant de la Société jusqu'à la date des présentes résolutions; laquelle décharge sera confirmée lors de la prochaine assemblée générale des associés approuvant les comptes annuels de la Société.

Troisième résolution

Les Associés décident de nommer les personnes suivantes au conseil de gérance de la Société pour une durée indéterminée avec effet à la date des présentes résolutions:

- Mme Anna Alexandrovna Machkevitch, née le 12 juillet 1982 à Bishkek (à l'époque Frunze), Kyrgyzstan, ayant son adresse à Apartment 159 Moore House, 2 Gatliff Road, London SW1W 8DU, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de Catégorie A de la Société;

- Mr Alexandre Machkevitch, né le 23 février 1954 à Bishkek (à l'époque Frunze), Kyrgyzstan, ayant son adresse à 36-42, Herbert Samuel St, Apt-83, IL-63303 Tel Aviv, Israël, en qualité de Gérant de Catégorie A de la Société; et

- Mme Nathalie Canzerini, née le 23 janvier 1979 à Saint Mard, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 22, avenue Marie Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Catégorie B de la Société.

Quatrième résolution

Les Associés décident qu'il est à noter que, suite à la révocation et les nominations mentionnées dans les résolutions ci-dessus, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit avec effet à la date des présentes résolutions:

- Mr Alexandre Machkevitch, Gérant de Catégorie A;
- Mme Anna Alexandrovna Machkevitch, Gérant de Catégorie A;
- Mme Nathalie Canzerini, Gérant de Catégorie B; et
- Mr Thomas Heymans, Gérant de Catégorie B.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête du représentant des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. Sur demande des parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Pétange, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: Zuanel, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 août 2015. Relation: EAC/2015/18717. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015144604/219.

(150158578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Alphacom Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 36.346.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 25. August 2015

Die Niederlegung des Mandats, von Frau Andrea Gamon, als Verwaltungsratsmitglied und Vorsitzende des Verwaltungsrates wurde zum heutigen Tag akzeptiert.

Zum neuen Verwaltungsratsmitglied und Verwaltungsratsvorsitzenden wurde Herr Frank Weber, geboren am 23/07/1962 in Chemnitz - Deutschland und wohnhaft in CH-8306 Brütisellen (Schweiz), Schüracherstutz 7 bestellt. Dieses Mandat wird bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2020 geführt.

Die Versammlung

Référence de publication: 2015144609/14.

(150158224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Amstar Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 95.000.

Monsieur Ryan Rudolph a pour adresse actuelle 29, Am Schanzengraben, CH-8002 Zurich.

Monsieur Michael Johannes Staub a pour adresse actuelle 44, Tödistrasse CH-8002 Zurich.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AMSTAR PROPERTY S.à.r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015144613/13.

(150158527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

S.C.I. Tewes-Immo, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1224 Luxembourg, 9, rue Ludwig Van Beethoven.

R.C.S. Luxembourg E 5.722.

STATUTS

L'an deux mille quinze,

le quinze août,

Ont comparu:

1. Monsieur Serge TEWES, maître-garagiste, né le 30/11/1957 à Luxembourg et demeurant à L-1224 Luxembourg, 9, rue Ludwig Van Beethoven,

2. Madame Clara CECCARELLI, épouse TEWES commerçante, née le 28/09/1962 à Luxembourg et demeurant à L-1224 Luxembourg, 9, rue Ludwig Van Beethoven,

3. Monsieur Mauro TEWES, employé, né le 14/07/1981 à Luxembourg et demeurant à L-2233 Luxembourg, 14, rue Auguste Neyen,

4. Monsieur David TEWES, employé, né le 19/08/1985 à Luxembourg et demeurant à L-3352 Leudelange, 12, rue d'Eich,

5. Monsieur Tom TEWES, employé, né le 29/09/1986 à Luxembourg et demeurant à L-1321 Luxembourg, 297, rue de Cessange

Art. 1^{er} . La société a pour objet l'acquisition, la gestion, l'administration, la mise en valeur par vente, échange, construction ou de toute autre manière de propriétés immobilières et l'exercice de toutes activités accessoires, nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet principal tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société peut financer ses projets par emprunt ou par tout autre instrument ou source de financement.

Art. 2. La société prend la dénomination de «S.C.I. TEWES-IMMO», société civile immobilière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de la gérance.

Art. 5. Le capital social est fixé à deux mille cinq cent Euros (EUR 2.500.-), représenté par cent (1.000) parts d'intérêts de deux Euros cinquante (EUR 2,50.-) chacune.

Ces parts d'intérêts ont été souscrites comme suit:

1. Monsieur Serge TEWES, susvisé	125 parts d'intérêts
2. Madame Clara CECCARELLI épouse TEWES, susvisée	125 parts d'intérêts
3. Monsieur Mauro TEWES, susvisé	250 parts d'intérêts
4. David TEWES, susvisé	250 parts d'intérêts
5. Tom TEWES susvisé	250 parts d'intérêts
Total: mille parts d'intérêt	1.000 parts d'intérêts

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèce, de sorte que la somme de deux mille cinq cent Euros (EUR 2.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Art. 6. La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé en observant les dispositions l'article 1690 du Code Civil.

Les parts d'intérêts seront librement cessibles entre associés.

Elles ne pourront être cédées à des tiers non-associés qu'avec le consentement des associés donné à l'unanimité.

Art. 7. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

Vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Art. 9. La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs de ses associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers ou ayants-cause de l'associé ou des associés décédés.

L'interdiction, la faillite d'un ou plusieurs des associés ne mettent pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Art. 10. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs associés-gérants nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un des associés-gérants, il sera pourvu à son remplacement par décision des associés.

Art. 11. Le ou les associés-gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et faire ou autoriser tous les actes et opérations rentrant dans son objet.

Ils administrent les biens de la société et ils la représentent vis-à-vis des tiers et de toute administration, ils consentent, acceptent et résilient tous baux et locations, pour le terme et aux prix, charges et conditions qu'ils jugent convenables.

Ils touchent les sommes dues à la société à quelque titre et pour quelque cause que ce soit. Ils paient toutes celles qu'elle peut devoir ou en ordonnent le paiement.

Ils règlent et arrêtent tous les comptes avec tous les créanciers et débiteurs. Ils exercent toutes les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Ils autorisent aussi tous les traités, transactions, compromis, tous les acquiescements et désistements, ainsi que toutes les subrogations et toutes les mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits, avant ou après paiement.

Ils arrêtent les états de situation et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des associés. Ils statuent sur toute proposition à lui faire et arrêtent son ordre du jour.

Ils peuvent confier à la personne que bon leur semble des pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés.

La présente énumération est énonciative et non limitative.

Pour l'achat et la vente d'immeubles, pour contracter des prêts et consentir des hypothèques, le ou les gérant(s) doivent obtenir l'accord de l'assemblée générale des associés donné à l'unanimité.

Art. 12. Chacun des associés a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les affaires de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Par dérogation le premier exercice commence le jour de la constitution de la société pour finir le trente-et-un décembre deux mille quinze.

Art. 14. Les associés se réunissent au moins une fois par année à l'endroit qui sera indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés peuvent être convoqués extraordinairement par le ou les associés-gérants quand ils le jugent convenable, mais ils doivent être convoqués dans le délai d'un mois si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant un cinquième au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations aux réunions ordinaires ou extraordinaires ont lieu au moyen de lettres recommandées adressées aux associés au moins cinq jours à l'avance et qui doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les associés peuvent de même se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Art. 15. Dans toutes les réunions chaque part donne droit à une voix.

Les résolutions sont prises à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

Art. 16. Les associés peuvent apporter toutes les modifications aux statuts, quelle qu'en soit la nature et l'importance.

Ces décisions portant modification aux statuts ne sont prises qu'à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

Art. 17. En cas de dissolution de la société, la liquidation de la société se fera par les soins du ou des associés-gérants ou de tout autre liquidateur qui sera nommé par les associés et dont les attributions seront déterminées par eux.

Le ou les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération des associés, faire l'apport à une autre société civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Art. 18. Les articles 1832 et 1872 du Code Civil trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite, les associés se sont constitués en Assemblée Générale Extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
2. Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée Monsieur Serge TEWES, susvisé.
3. La société est engagée par la signature individuelle du gérant unique.
4. L'adresse de la société est fixée à:

L-1224 Luxembourg, 9, rue Ludwig Van Beethoven

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: Serge TEWES, Clara CECCARELLI épouse TEWES, Mauro TEWES, David TEWES, Tom TEWES.

Serge TEWES / Clara CECCARELLI épouse TEWES / Mauro TEWES / David TEWES / Tom TEWES.

Référence de publication: 2015145054/117.

(150158568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Anoa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 155.833.

Les statuts coordonnés au 8 juillet 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015144615/11.

(150158074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Arboretum Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8226 Mamer, 2, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 134.567.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 juillet 2015

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 20 juillet 2015 que:

- Les mandats d'administrateur de Monsieur Francis FERRANT, Monsieur Dilip VAN WAETERMEULEN et de la société HNW Management S.à r.l. sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25/08/2015.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015144620/15.

(150158064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

ATAI S.A., Art Trading and Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 67, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 180.003.

—
Extrait du procès-verbal de conseil d'administration du 3 août 2015

Il résulte d'un procès-verbal en date du 3 août 2015, du conseil d'administration de la Société ATAI S.A. inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B180 003 que:

*Résolution:**transfert de siège social*

Le siège social, situé 10, rue de Vianden - L-2680 Luxembourg fait l'objet d'un transfert et sera situé, au 67, allée Léopold GOEBEL, L-1635 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 août 2015.

Référence de publication: 2015144621/15.

(150158108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Carina Property S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 95.001.

Monsieur Ryan Rudolph a pour adresse actuelle 29, Am Schanzengraben, CH-8002 Zurich.

Monsieur Michael Johannes Staub a pour adresse actuelle 44, Tödistrasse CH-8002 Zurich.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CARINA PROPERTY S.à.r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015144698/13.

(150158526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

AZ Electronic Materials (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 34.190.485,28.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 102.425.

—
Il résulte des résolutions prises par Ridgefield Acquisition agissant en tant qu'associé unique de la Société lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue en date du 25 Août 2015 au siège social de la Société que:

- La démission de Mr Stefan Schröder de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat.

- La nomination de Mme Sylvie Skowron née le 27 Juin 1966 à Thionville, France, avec une adresse professionnelle située au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, en tant que gérante de la Société et ce pour une durée indéterminée, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 Août 2015.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015144627/19.

(150158120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

AZ Electronic Materials Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 9.729.285,62.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 125.565.

Il résulte des résolutions prises par Ridgefield Holdco agissant en tant qu'associé unique de la Société lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue en date du 25 Août 2015 au siège social de la Société que:

- La démission de Mr Stefan Schröder de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat.
- La nomination de Mr Benedikt Ernst, né le 15 Avril 1973 à München, Allemagne, résidant à Jugenheimer Str. 12K, 64673 Zwingenberg, Allemagne, en tant que gérant de la Société et ce pour une durée indéterminée, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 Août 2015.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS GROUP S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015144628/19.

(150158125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

GGC Credit Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 149.123.

Veillez prendre note que l'associé unique de la Société, ancienne ment dénommé GGC Credit Opportunities, LLC, une «Limited Liability Company» régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à The Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du «Department of State of Delaware - Division of Corporations» sous le numéro 4573077 (l'«Associé Unique») a changé de dénomination sociale en date du 27 mars 2015, de sorte que l'Associé Unique de la Société est désormais désigné par la dénomination sociale suivante: AIC Credit Opportunities, LLC.

Luxembourg, le 25 Août 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015144830/16.

(150157968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

CEP III Investment 18 Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.007.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 163.903.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of August.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CEP III Investment 18 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 163.901, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, 4th floor, L-1653 Luxembourg and having a share capital amounting to EUR 35,430,000.- (the "Sole Shareholder"),

here represented by Ms Christelle Frank, employee, with professional address at 2, Avenue Charles de Gaulle, 4th floor, L-1653 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of CEP III Investment 18 Finance S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, 4th floor, L-1653 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 163.903 whose deed of incorporation was enacted by Maître Francis KESSELER, then notary residing in Esch-sur-Alzette, on September 26, 2011, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2871 as of November 24, 2011, and whose bylaws have been amended by a deed of Me Edouard Delosch, then notary residing in Rambrouch, dated December 28, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 631 dated March 9, 2012 (the “Company”).

The appearing party representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to (i) decrease the share capital of the Company by an amount of one million seven thousand five hundred Euros (EUR 1,007,500.-) so as to bring it from its current amount of one million twenty thousand Euros (EUR 1,020,000.-) down to twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) by redemption and cancellation of one million seven thousand five hundred (1,007,500) ordinary shares of the Company of one Euro (EUR 1.-) of nominal value each held by the Sole Shareholder and (ii) reimburse a portion of the legal reserve for an amount of one hundred thousand seven hundred fifty (EUR 100,750.-), and repayment of the shares cancelled to the latter and to delegate to the liquidator of the Company the power to determine the modalities and conditions of the reimbursement of the cancelled ordinary shares.

Second resolution

Pursuant to the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend Article 6 of the bylaws of the Company, which shall henceforth read as follows:

“The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Third resolution

In compliance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Company Law”) the Sole Shareholder resolves to dissolve the Company anticipatively and to put it into liquidation.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint as liquidator CEP III Advisor S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, 4th floor, L-1653 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500.- and registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B 166.713.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves that the liquidator shall have the most extended powers as provided by articles 144 to 148 bis of the Company Law. It may carry out all the deeds provided by article 145 of the Law without previous general meeting authorization, if required by law.

All powers are granted to the liquidator to represent the Company for all operations being a matter of liquidation purpose to realize the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the Company to the shareholders, in kind or in cash.

The said person may in particular, without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all either movable or immovable properties and all related rights, and alienate the said property or properties if the case arises, grant release with waiver of all chattels, charges, mortgages and actions for rescission, of all registrations, entries, garnishments and attachments, absolve the registrar of mortgages from automatic registration, accord all priorities of mortgages and of charges, concede priorities of registration, make all payments even if they are not ordinary administrative payments, remit all debts, compound and compromise on all matters of interest to the Company, extend all jurisdictions, and renounce remedies at law or acquired rights of prescription.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to give full discharge to the managers of the Company for the accomplishment of their mandates until the date of the Company's dissolution unless the liquidation reveals faults in the execution of their duty.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint The Carlyle Group (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, 4th floor, having a share capital of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 76.600 as auditor of the liquidation (commissaire à la liquidation) of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Declarations

The undersigned notary has drawn in so far as necessary the attention of the assembly and the liquidator to the provisions of article 69 of the law on commercial companies.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour d'août.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

CEP III Investment 18 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.901, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, 4^{ème} étage, L-1653 Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Melle Christelle Frank, employée, résidant professionnellement au 2, Avenue Charles de Gaulle, 4^{ème} étage, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'unique associé de CEP III Investment 18 Finance S.à r.l une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, 4^{ème} étage, L-1653 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 163.903, constituée selon acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette le 26 septembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2871 le 24 novembre 2011, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte de Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Rambrouch, du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 631 en date du 9 mars 2012 (la "Société").

La comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute notification, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de (i) réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant d'un million sept mille cinq cent Euros (EUR 1.007.500,-) pour le porter de son montant actuel d'un million vingt mille Euros (EUR 1.020.000.) à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-), par le rachat et l'annulation d'un million sept mille cinq cent (1.007.500) parts sociales d'un Euro (EUR 1,-) de valeur nominale chacune détenues par l'Associé Unique et (ii) rembourser une partie de la réserve légale pour un montant de cent mille sept cent cinquante Euros (EUR 100.750,-) et le remboursement des actions ordinaires annulées à ce dernier, et de déléguer au liquidateur de la Société le pouvoir de déterminer les modalités et les conditions de remboursement des actions ordinaires annulées.

Deuxième résolution

Suite à la résolution prise ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier l'Article 6 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.»

Troisième résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés») l'Associé Unique décide de dissoudre la Société par anticipation et de la mettre en liquidation.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de nommer comme liquidateur CEP III Advisor S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, 4^{ème}, L-1653 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500,- et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.713.

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé que le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi sur les Sociétés. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la Société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la Société aux actionnaires, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils ne sont pas des paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'octroyer décharge aux gérants de Société pour l'accomplissement de leur mandats jusqu'à la date de la dissolution de la Société, sauf si la liquidation fait apparaître des fautes dans l'exécution des tâches qui leur incombaient.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de nommer a décidé de nommer The Carlyle Group (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, 4^{ème} étage, ayant un capital social de EUR 12.500,-, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 76.600 en tant que commissaire à la liquidation de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Pouvoir

Les parties comparantes donnent par le présent pouvoir à tout cleric et/ou employé de l'Etude du notaire soussigné, agissant individuellement à corriger, rectifier, ratifier et signer toute erreur, omission ou fautes de frappes au présent acte.

Déclarations

Le notaire a attiré pour autant que de besoin l'attention de l'assemblée et du liquidateur sur les dispositions de l'article 69 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en date du jour mentionné au début du document.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ladite personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Frank, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 août 2015. Relation: EAC/2015/19524. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): Amédée SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 21 août 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015144711/167.

(150158112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

AZ Electronic Materials S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 27.012.985,50.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 156.074.

Il résulte des résolutions prises par Merck 15, Allgemeine Beteiligungs-GmbH agissant en tant qu'associé unique de la Société lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue en date du 25 Août 2015 au siège social de la Société que:

- La démission de Mr Stefan Schröder de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat.
- La nomination de Mr Benedikt Ernst, né le 15 Avril 1973 à München, Allemagne, résidant à Jugenheimer Str. 12K, 64673 Zwingenberg, Allemagne, en tant que gérant de la Société et ce pour une durée indéterminée, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 Août 2015.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015144629/20.

(150158124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

AR Consulting & Business Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 199.592.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société de droit des Iles Vierges Britanniques "TRIPLE F LIMITED", établie et ayant son siège social à Tortola (Iles Vierges Britanniques),

ici dûment représentée par Madame Sabine LEMOYE, employée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, (la "Mandataire"), en vertu d'une procuration générale, déposée au rang des minutes de Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, suivant acte du 15 mai 2007.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "AR CONSULTING & BUSINESS SOLUTIONS S.A.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger:

- la consultation concernant la logistique des biens de valeur, leur assurance, et leur stockage;
- le conseil et l'organisation des expositions ou foires;
- le conseil et la gestion d'entreprises ainsi que toute activité liée aux apporteurs d'affaires;
- l'achat et la vente de biens de valeur; et
- l'achat de biens mobiliers et leur gérance.

La Société a encore pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

De plus la Société a pour objet le conseil en gestion d'entreprises et l'activité d'apporteur d'affaires.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-cinq mille francs suisses (35.000,-CHF), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente-cinq francs suisses (35,- CHF) chacune et qui ouvrent les mêmes droits à tout égard.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 1^{er} mercredi du mois de juin à 17.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul."

L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

La Société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société est engagée (i) par la signature individuelle de chaque administrateur ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

En terme de transfert de monnaies (cash, virements, chèques, commodities etc.) ainsi que dans les cas d'obtention de crédits ou d'autres prêts dépassant la contre-valeur de cinquante euros (50.000,- EUR), les signatures conjointes de deux administrateurs seront requises et nécessaires pour engager la Société valablement.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les mille (1.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "TRIPLE F LIMITED", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par la souscriptrice préditte moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente-cinq mille francs suisses (35.000,- CHF) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le siège social de la Société est établi à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
- 2) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 3) Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
 - Monsieur Erich NOTTE, administrateur de sociétés, né à Trèves (République Fédérale d'Allemagne), le 26 octobre 1960, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II;
 - Monsieur Rudolf NOTTE, administrateur de société, né à Trèves (République Fédérale d'Allemagne), le 1^{er} avril 1965, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II, président du conseil d'administration; et
 - Monsieur Aldric RENAUD, administrateur de société, né à Valognes (France), le 22 octobre 1983, demeurant professionnellement à L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.

4) La société anonyme "REVILUX S.A.", établie et ayant son siège social à L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 25549, est nommée commissaire aux comptes de la Société.

5) Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2021.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la Mandataire de la partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. LEMOYE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 20 août 2015. 2LAC/2015/19020. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 25 août 2015.

Référence de publication: 2015144618/269.

(150158172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

AZ Electronic Materials Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.216.000,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 156.082.

Il résulte des résolutions prises par AZ Electronic Materials S.à r.l. agissant en tant qu'associé unique de la Société lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue en date du 25 Août 2015 au siège social de la Société que:

- La démission de Mr Stefan Schröder de son mandat de gérant de la Société a été acceptée avec effet immédiat.
- La nomination de Mr Benedikt Ernst, né le 15 Avril 1973 à München, Allemagne, résidant à Jugenheimer Str. 12K, 64673 Zwingenberg, Allemagne, en tant que gérant de la Société et ce pour une durée indéterminée, a été acceptée avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 Août 2015.

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS TOPCO S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015144630/19.

(150158122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Groupda, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 116.622.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société en date du 28 juillet 2015

L'actionnaire de la Société a pris en date du 28 juillet 2015 les résolutions suivantes:

- de renouveler le mandat de M. Henning Larsen OESTERGAARD, administrateur de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle relative à l'approbation des comptes de la Société qui se tiendra l'année 2021; et,
- de renouveler les mandats de M. Ulrich OESTERGAARD, comme administrateur et administrateur-délégué de la Société, jusqu'à l'assemblée générale annuelle relative à l'approbation des comptes de la Société qui se tiendra l'année 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 26 août 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015144841/16.

(150158201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Bel Air Hotel Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 195.963.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2015.
Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2015144633/12.
(150157859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Beri 75, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 125.665.

Par la présente, je vous informe de ma démission de la fonction de gérant de la société Beri 75

Cette démission est effective au 31 décembre 2014

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Bernard Herman.

Référence de publication: 2015144635/10.

(150158007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Besson Instruments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 120.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 107.307.

Le nom de l'associé unique a été changé en

BUFFET CRAMPON

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2015.

Référence de publication: 2015144636/12.

(150158359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Bil Manage Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 178.517.

Conformément à l'article 14 des statuts, le conseil d'administration du 21 octobre 2014 a décidé, à l'unanimité des voix, de déléguer tous ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à

M. Stephen Roberts, né à Londres le 6 février 1963, avec adresse professionnelle à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée,

délégué du conseil, qui, par sa signature conjointe avec un administrateur, pourra valablement engager la société.

Luxembourg, le 26 août 2015.

Pour BIL MANAGE INVEST

Société anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société anonyme

Miriam Revelant / Simone Wallers

Attaché de direction / Manager

Référence de publication: 2015144651/20.

(150158046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Batipart International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 4-6, rue du Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 180.106.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 22 juin 2015

Le mandat de réviseur d'entreprises agréé de Mazars Luxembourg S.A. ayant son siège social au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée. L'Assemblée décide de renouveler le mandat comme réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en 2016.

Fait à Luxembourg, le 22 juin 2015.

Extrait certifié sincère et conforme

Paul BOBAN

Administrateur

Référence de publication: 2015144645/15.

(150157937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Behomerent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 81.239.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den neunundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz zu Niederanven.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft BEHOMERENT S.A., mit Sitz in L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 81239, gegründet durch Urkunde des unterzeichnenden Notars, vom 15. März 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 909 am 23. Oktober 2001, letztmalig abgeändert unter Privatschrift betreffend die Währungsumrechnung in Euro, am 31. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1022 vom 4. Juli 2002, (die „Gesellschaft“).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herrn Jean-Pierre Dias, Angestellter, beruflich wohnhaft in Senningerberg.

Zum Schriftführer wird bestimmt Frau Sophie Mathot, Angestellte, beruflich wohnhaft in Senningerberg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Herrn Joannes de Moor, Wirtschaftsprüfer, beruflich wohnhaft in L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Etwaige Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleiben gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1.- Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage nach L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

2.- Dementsprechende Abänderung von Artikel 2 (Absatz 1) der Satzungen.

3.- Verschiedenes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung, beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage nach L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

In Folge dessen, Abänderung von Artikel 2 (Absatz 1) der Satzungen wie folgt:

Art. 2. (Absatz 1). „Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schuttrange.“

In Übereinstimmung mit der Sitzverlegung, beschliesst die Generalversammlung Artikel 15 abzuändern wie folgt:

„**Art. 15.** Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder in dem im Einberufungsschreiben genannten Ort der Gemeinde des Gesellschaftssitzes zusammen und zwar am 15. des Monats Mai um 11:00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.“

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Pierre Dias, Sophie Mathot, Joannes de Moor, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 30 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 24307. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 26. August 2015.

Référence de publication: 2015144647/57.

(150157900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Benz Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 74.607.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den neunundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz zu Niederanven.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft BENZ TRADE S.A., mit Sitz in L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 74.607, gegründet durch Urkunde des Notars Joseph Elvinger, vormals mit Amtssitz in Luxembourg, vom 25. Februar 2000, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 436 am 20. Juni 2000, letztmalig abgeändert durch Urkunde des Notars Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxembourg, vom 4. August 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2030 am 29. September 2010 (die „Gesellschaft“).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Jean-Pierre Dias, Angestellter, beruflich wohnhaft in Senningerberg.

Zum Schriftführer wird bestimmt Frau Sophie Mathot, Angestellte, beruflich wohnhaft in Senningerberg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Herrn Joannes de Moor, Wirtschaftsprüfer, beruflich wohnhaft in L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Etwaige Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleiben gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1.- Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage nach L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

2.- Dementsprechende Abänderung von Artikel 3 (Absatz 1) der Satzungen.

3.- Verschiedenes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung, beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage nach L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

In Folge dessen, Abänderung von Artikel 3 (Absatz 1) der Satzungen wie folgt:

Art. 3. (Absatz 1). „Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schuttrange.“

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Pierre Dias, Sophie Mathot, Joannes de Moor, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 30 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 24308. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 26. August 2015.

Référence de publication: 2015144649/53.

(150157909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Bimmo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 2, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 85.863.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den neunundzwanzigsten Juli.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz zu Niederanven.

Traten zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft BIMMO HOLDING S.A., mit Sitz in L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 85.863, gegründet durch Urkunde des amtierenden Notars, vom 19. Dezember 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 761 am 18. Mai 2002, letztmalig abgeändert durch Urkunde des Notars André Jean-Joseph Schwachtgen, mit damaligen Amtssitz in Luxembourg, vom 21. Dezember 2005, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 707 am 6. April 2006 (die „Gesellschaft“).

Den Vorsitz der Versammlung führt Herrn Jean-Pierre Dias, Angestellter, beruflich wohnhaft in Senningerberg.

Zum Schriftführer wird bestimmt Frau Sophie Mathot, Angestellte, beruflich wohnhaft in Senningerberg.

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Herrn Joannes de Moor, Wirtschaftsprüfer, beruflich wohnhaft in L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

1. Die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter sind unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung vertreten ist, und dass somit die Versammlung befugt ist, über nachstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschliessen.

Etwaige Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, von den Mitgliedern des Verwaltungsvorstandes und dem instrumentierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, bleiben gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

3.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1.- Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage nach L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann.

2.- Dementsprechende Abänderung von Artikel 2 (Absatz 1) der Satzungen.

3.- Verschiedenes.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung, beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage nach L-5365 Munsbach, 2, Rue Gabriel Lippmann, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

In Folge dessen, Abänderung von Artikel 2 (Absatz 1) der Satzungen wie folgt:

Art. 2. (Absatz 1). „Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schuttrange.“

In Übereinstimmung mit der Sitzverlegung, beschliesst die Generalversammlung Artikel 15 abzuändern wie folgt:

„**Art. 15.** Die jährliche Generalversammlung tritt am Gesellschaftssitz oder in dem im Einberufungsschreiben genannten Ort der Gemeinde des Gesellschaftssitzes zusammen und zwar am 15. des Monats Mai um 11:30 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein gesetzlicher Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.“

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Bevollmächtigung

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Pierre Dias, Sophie Mathot, Joannes de Moor, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 30 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 24309. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 26. August 2015.

Référence de publication: 2015144652/57.

(150157923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Blue Art Promotion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6620 Wasserbillig, 1, rue de la 87e Division.

R.C.S. Luxembourg B 89.333.

Beschluss der Jahreshauptversammlung der Aktionäre

Das Mandat von Herr Karl-Heinz Becker, geboren am 20. August 1960 in Bitburg mit Geschäftsadresse in L-6620 Wasserbillig, 1, rue de la 87e Division, als technischer Geschäftsführer (gérant technique) wird für eine unbegrenzte Dauer erneuert.

Wasserbillig, den 14. August 2015.

Für die Gesellschaft

Richard Engström

Référence de publication: 2015144653/14.

(150158452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

BPA Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 186.561.

EXTRAIT

L'assemblée générale des associés de la Société a décidé de nommer, en date du 20 août 2015 et avec effet immédiat, Monsieur Ian Boyland, résidant au 25, rue Schlammestee, L-5770 Weiler-la Tour, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société pour une période indéfinie.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

Madame Kimberly Terjanian, gérant de catégorie A

Monsieur Michael Saulnier, gérant de catégorie A

Monsieur Keith Greally, gérant de catégorie B

Madame Anita Lyse, gérant de catégorie B

Monsieur Ian Boyland, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BPA Holdings Luxco S.à r.l.

Référence de publication: 2015144657/20.

(150157849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

BRW 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.013.

Par décision de l'Administrateur Gérant unique du 25 août 2015, il a été décidé:

- de transférer le siège social de la Société du 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, vers le 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BRW 1 S.A
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2015144659/14.

(150158265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Bültmann Advisory S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6977 Oberanven, 40, rue d'Ernster.

R.C.S. Luxembourg B 199.605.

—
STATUTS

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE DIX-NEUF AOÛT.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Ruth BÜLTMANN, administrateur de sociétés, née le 23 janvier 1969 à Aachen (Allemagne), demeurant au 9, Rue Nina et Julien Lefevre, L-1952 Luxembourg.

Laquelle comparante, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «Bültmann Advisory S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Niederanven.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger, la prestation de services en matière économique et commerciale.

La société pourra effectuer des recherches, des vérifications et des mises à disposition d'informations de nature économique, financière, commerciale et autre dans le domaine des prestations de services de tiers effectués pour le compte de clients de la société.

La société a également pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties. La société pourra détenir des immeubles au Luxembourg et à l'étranger.

La société a encore pour objet l'exploitation de brevets, licences et marques déposées.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières en relation avec son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir sous leur signature individuelle au nom de la société dans toutes les circonstances.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et paiement

Les 100 (cent) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique, Madame Ruth BÜLTMANN, prénommée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.000,-.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant unique:

Madame Ruth BÜLTMANN, administrateur de sociétés, née le 23 janvier 1969 à Aachen (Allemagne), demeurant au 9, Rue Nina et Julien Lefevre, L-1952 Luxembourg,

avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts.

Le mandat du gérant unique est établi pour une durée indéterminée.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 40, Rue d'Ernster, L-6977 Oberanven.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu la comparante attentive au fait que la société nouvellement constituée doit introduire une demande et disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme pour faire le commerce. Sur ce, la comparante a déclaré faire elle-même les démarches nécessaires à ces fins.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par noms, prénoms, états et demeures, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. BÜLTMANN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26778. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015144660/112.

(150158445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Business Center Steinsel B.C.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 80.677.

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

La société NICINVEST S.A., société anonyme, avec siège social à L - 8126 Bridel, 2 rue Guillaume Stolz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114331 (ci-après dénommée la "Société Absorbante") représentée aux fins des présentes par Monsieur Nico ROLLINGER demeurant à 2, rue Guillaume Stolz L-8126 Bridel.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant décrit, est actionnaire unique, propriétaire de toutes les actions représentant le capital social la société BUSINESS CENTER STEINSEL B.C.S. S.A., société anonyme, avec siège social à L- 7327 Steinsel, 35 rue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 80677 (ci-après dénommée la "Société Absorbée") et exerçant à ce titre les prérogatives dévolues à son assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Considérant que cette assemblée plénière peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'actionnaire unique a été préalablement informé, celui-ci requiert le notaire d'acter ce qui suit:

Exposé préalable

Par décisions du 13 avril 2015, les conseils d'administration des sociétés NICINVEST S.A., société anonyme, avec siège social à L - 8126 Bridel, 2 rue Guillaume Stolz, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114331 (ci-après la «Société Absorbante»), et BUSINESS CENTER STEINSEL B.C.S. S.A., société anonyme, avec siège social à L- 7327 Steinsel, 35 rue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

sous le numéro B 80677 (ci-après la «Société Absorbée») ont décidé de fusionner par absorption de BUSINESS CENTER STEINSEL B.C.S. S.A. par NICINVEST S.A., cette dernière étant l'unique actionnaire de la société à absorber.

Cette fusion simplifiée est réalisée en application des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le projet commun de fusion a été publié au journal officiel du Grand-Duché du Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1026 du 18 avril 2015. Aucun rapport de réviseur d'entreprise n'est requis.

Première résolution

L'Actionnaire Unique constate le respect et de l'accomplissement de toutes les conditions prévues par les articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'approuver le projet de fusion tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1026 du 18 avril 2015.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide de donner décharge aux Administrateurs et au(x) Commissaire(s) aux comptes pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'à la date de la réalisation de la fusion.

Quatrième résolution

L'Actionnaire Unique décide que les documents sociaux de la Société Absorbée pendant le délai légal seront conservés au siège de la Société Absorbante.

Déclaration du notaire

Le notaire soussigné atteste, conformément aux dispositions des articles 277 et 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société prédésignée et du projet de fusion.

La fusion est donc réalisée aujourd'hui ce qui, en application de l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales, entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

- a) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- b) la Société Absorbée BUSINESS CENTER STEINSEL B.C.S. S.A., société anonyme, avec siège social à L- 7327 Steinsel, 35 rue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 80677 cesse d'exister;
- c) l'annulation des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Esch-sur-Alzette, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Nico Rollinger, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 mai 2015. Relation: EAC/2015/1168. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 26 mai 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015144662/66.

(150158567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Golden Peak, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.914.

In the year two thousand fifteen, on the twenty second day of September.

Before the undersigned, Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

Was held:

an Extraordinary General Meeting of shareholders of GOLDEN PEAK ("the Company"), a public limited company (société anonyme) qualifying as an Investment company with variable share capital, having its registered office in L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on the 27 June 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1879 on 31 July 2008.

The meeting is opened at 2.30 p.m. by Mr Pierre BUISSERET, employee, residing professionally in Luxembourg, (the Chairman).

The Chairman appoints as secretary Mr Quentin BALTHAZAR, employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Laurent CROMLIN, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Change of the corporate purpose of the SICAV from a Société d'Investissement à Capital Variable governed by the Part II of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment into a Société d'Investissement à Capital Variable governed by the Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment;

2. The redrafting of the entire Articles of Association;

3. Deletion of the unofficial French translation;

4. Statutory appointments;

5. Miscellaneous.

II. That the present extraordinary general meeting has been convened by registered letters to the holders of shares (all in registered form) on 20 August 2015.

The related copies of the said letters have been deposited on the desk of the bureau of the meeting.

III. The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list; which is signed by the proxyholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

IV. It appears from the attendance list mentioned hereabove, that out of the total 401,498 shares outstanding, 298,035 shares are duly represented at the present general meeting.

V. The meeting is thus regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the corporate purpose of the SICAV from a Société d'Investissement à Capital Variable governed by the Part II of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment into a Société d'Investissement à Capital Variable governed by the Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment.

Second resolution

The general meeting decides to restate the articles of association in their entirety, which will henceforth have the following wording:

“Title I. Name - Registered Office - Duration – Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) governed by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (hereinafter the “Law of 2010”), under the name of “GOLDEN PEAK” (hereinafter the “Company”).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles of Incorporation.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and/or in other liquid financial assets permitted by Law of 2010, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 2010.

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities (hereinafter “UCITS”).

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Classes. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares of no par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class shall be invested in transferable securities of any kind, units or shares of other open-ended and closed-ended, regulated and unregulated undertakings for collective investment and other eligible financial instruments and assets pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes, subject to the investment restrictions provided by law and regulations or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (individually a “Sub-Fund”, collectively the “Sub-Funds”) within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 for each class or for two or more classes in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in euro, be converted into euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, they will be issued on a dematerialized basis and deposited in a securities account maintained in the name of the holder of such shares with an authorised account holder or a provider of settlement services (hereinafter the “dematerialised shares”).

If dematerialised shares are issued, registered shares may be converted into dematerialised shares and dematerialised shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into dematerialised shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and an entry in a securities account maintained in the name of the holder of such shares in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of dematerialised shares into registered shares will be effected by cancellation of the dematerialised shares position in the securities account maintained in the name of the holder of such shares, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

(2) If dematerialised shares are issued, transfer of dematerialised shares shall be effected by booking the appropriate movements on the securities accounts maintained in the name of the successive holders of such shares. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed into the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class or Sub-Fund; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class or Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the prospectus of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the prospectus of the Company and which shall not exceed five Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such securities comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the prospectus of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the prospectus of the Company and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the prospectus of the Company. The payment of the redemption price shall in principle occur within forty five calendar days after the relevant Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provisions of Article 12 hereof.

In exceptional circumstances, the Company may, subject to the shareholder's consent and that all provisions of the Luxembourg laws have been respected, and in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report, satisfy payment of the redemption price in kind by allocating to such shareholder assets of the relevant Sub-Fund equal in value to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of such assets will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund. The costs of such allocation of assets will be borne by the relevant shareholders.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board

of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue of a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Any redemption request may furthermore be deferred in special circumstances if the board of directors considers that the implementation of the redemption or the conversion request on such Valuation Day would adversely affect or prejudice the interests of the relevant Sub-Fund or the Company.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the Company may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-Fund having sufficient liquid assets to honor redemptions.

The Company may also defer payment of the redemption of a Sub-Fund's shares if raising the funds to pay such a redemption would, in the opinion of the board of directors, be detrimental to the remaining shareholders. The payment may be deferred until the special circumstances have ceased; redemption could be based on the then prevailing net asset value per share.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the prospectus of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economical or political situation or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes at least thirty days prior to the Valuation Day at which the redemption shall take effect. Registered holders shall be notified in writing. The Company shall inform holders of dematerialised shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Company.

In addition, if the net assets of any Sub-Fund do not reach a level at which the board of directors considers management possible or fall below a level under which the board of directors considers management not possible, the board of directors may decide the merger of one Sub-Fund with one or several other Sub-Funds of the Company in the manner described in Article 24 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes, calculated on the same Valuation Day.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of the relevant Sub-Fund would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 below.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in the prospectus of the Company, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing into the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of dematerialised shares, his securities account will be closed.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the prospectus of the Company) of the relevant class or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day, by the total number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The net asset value per share of each class in a Sub-Fund aimed at investing principally in other undertakings for collective investment may be computed up to one calendar month after the relevant Valuation Day in order to take into account the most current prices of any undertakings for collective investment in which such a Sub-Fund may be invested. The net asset value per share may be determined and published only after the value of its investments is determined, which may take a certain time after the relevant Valuation Day although such valuation will have to be effected before the next Valuation Day.

The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine.

If since the time of determination of the net asset value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

On any Valuation Day the board of directors may determine to apply an alternative net asset value calculation method (to include such reasonable factors as they see fit) to the net asset value per share. This method of valuation is intended to

pass the estimated costs of underlying investment activity of the Company to the active shareholders by adjusting the net asset value of the relevant share and thus to protect the Company's long-term shareholders from costs associated with ongoing subscription and redemption activity.

This alternative net asset value calculation method may take account of trading spreads on the Company's investments, the value of any duties and charges incurred as a result of trading and may include an allowance for market impact.

Where the board of directors, based on the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by shareholders or potential shareholders in relation to the size of the relevant Sub-Fund, has determined for a particular Sub-Fund to apply an alternative net asset value calculation method, the Sub-Fund may be valued either on a bid or offer basis (which would include the factors referenced in the preceding paragraph).

The valuation of the net asset value of the different classes shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all units or shares of other undertakings for collective investment;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of each security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of each security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of other undertakings for collective investment (including share issued by the Sub-Fund of the Company held by another Sub-Fund of the Company) will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis. In particular some of the other undertakings for collective investment might not offer a valuation more frequently than monthly; valuations of such investments might be based on estimated or final figures calculated on the last available valuation and the market development in the opinion of the relevant manager of these investments. These valuations may be subject to adjustment (upward or downward) upon the finalization or the auditing of such valuation.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less may be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to organisational and offering expenses, fees payable to its investment managers and advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, distributors, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes in the following manner:

a) If two or more classes relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) any other specific features applicable to one class;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund established for that class, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class or classes shall be applied to the corresponding Sub-Fund subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of the relevant classes or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class, the net asset value of such class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors, such date or time of calculation being referred to herein as the “Valuation Day”.

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each Sub-Fund:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company;

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

h) during any period when political, economical, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner;

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of the undertakings for collective investment the Company is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value of such Sub-Fund.

j) regarding a feeder Sub-Fund, if its master UCITS temporarily suspends the repurchase, redemption or subscription of its units or shares, whether as its own initiative or at the request of its competent authorities, within the same period of time as the master UCITS.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a simple majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors.

The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors, or any other number of directors that the board of directors may determine, are present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Company to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the «Management Company»).

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf one or more of its functions as hereabove mentioned.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed on the prospectus of the Company.

The investments of each Sub-Fund shall consist solely of:

- (a) transferable securities and money market instruments listed or dealt in on a regulated market.
- (b) transferable securities and money market instruments dealt in on an other regulated market in a Member State of the European Union.
- (c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing or dealt in on a regulated market in any State of Europe which is not a Member State of the European Union, and any State of America, Africa, Asia and Oceania.
- (d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market as described above, and that such admission is secured within one year of the issue.
- (e) money market instruments other than those dealt in on a regulated market.
- (f) units of undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the assets of the undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents be invested in aggregate in units of other undertakings for collective investment.
- (g) units or shares of a master fund qualified as an undertaking for collective investment in transferable securities within the meaning of EC Council Directive 2009/65/EC of 13 July 2009 on the coordination of laws regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities, as may be amended from time to time.
- (h) units or shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company under the conditions provided for by the Law of 2010.
- (i) deposits with credit institutions.
- (j) financial derivative instruments.

A Sub-Fund may invest in accordance with the principle of risks spreading up to 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, another member State of the OECD, by the Singapore, Brazil, Russia, Indonesia and South Africa or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Sub-Fund holds securities or money market instruments from at least six different issues and securities or money market instruments from one issue do not account for more than 30% of its total net assets.

The Fund is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

The board of directors may, at any time it considers appropriate, under the conditions and within the limits laid down by the Law of 2010 and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, (i) create a Sub-Fund described either as a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or master UCITS sub-fund, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Sub-Funds.

A Sub-Fund may, under the conditions and within the limits laid down by the Law of 2010 and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In this case and subject to the conditions laid down by the relevant Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, relating to these shares shall be suspended for as long as they are held by the sub-fund in question. Furthermore and for as long as these shares are held by a sub-fund, their value

will not be taken into consideration to determine the net asset value of the Company for the purposes of verifying the minimum net asset threshold required by the Law of 2010.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager, the Investment Manager Assistant, the investment adviser, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the third Tuesday in the month of April at 11.00 a.m..

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If dematerialised shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes. The shareholders of the class or of classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class are passed by a simple majority vote of the validly cast votes.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915").

Art. 24. Dissolution of Sub-Funds. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or in order to proceed to an economical rationalization, the board of directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes at least one month prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations: registered holders shall be notified in writing and the Company shall inform holders of dematerialised shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the effective date for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 25. Mergers of the Company or Sub-Funds.

Merger decided by the Board of Directors.

The board of directors may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

Merger of the Company:

The board of directors may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- another Luxembourg or foreign UCITS (the “New UCITS”); or
- a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Company as shares of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

In case the Company is the receiving UCITS (within the meaning of the Law of 2010), solely the board of directors will decide on the merger and effective date thereof.

In case the Company involved in a merger is the absorbed UCITS (within the meaning of the Law of 2010), and hence ceases to exist, the general meeting of the shareholders has to approve, and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes cast at such meeting.

Merger of the Sub-Funds:

The board of directors may decide to proceed with a merger of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- another existing Sub-Fund within the Company or another sub-fund within a New UCITS (the “New Sub-Fund”); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable.

Merger decided by the Shareholders:

Notwithstanding the provisions under section above “Merger decided by the Board of Directors”, the general meeting of shareholders may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

Merger of the Company:

The general meeting of the Shareholders may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- a New UCITS; or
- a new sub-fund thereof.

The merger decision shall be adopted by the general meeting of shareholders with (a) a presence quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company; and (b) a majority requirement of at least two-thirds of the votes validly cast.

Merger of the Sub-Funds:

The general meeting of the shareholders of a Sub-Fund may also decide to proceed with a merger of the relevant Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- any New UCITS; or
- a New Sub-Fund,

by a resolution adopted with (a) a presence quorum requirement of at least one half of the share capital of the Company; and (b) a majority requirement of at least two-thirds of the votes validly cast.

Rights of the shareholders and costs to be borne by them:

In all the merger cases under sections above, the shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the Law of 2010.

Any cost associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Company nor to its shareholders.

Art. 26. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty first of December of the same year.

Art. 27. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of each Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

For any class entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses into the register of shareholders. Payments of distributions to holders of dematerialised shares shall be made by book entry in the securities account maintained in their name.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final Provisions

Art. 28. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (hereinafter the “custodian”).

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 31. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, as such laws have been or may be amended from time to time.”

Third resolution

The general meeting decides to delete the French version of the Articles of association in accordance with Article 26 (2) of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended.

Fourth resolution

The general meeting decides to act the resignation of Mr. Christophe CARRAFANG, with effect as from 21 August 2015.

The Meeting decides to ratify the co-optation of Mr. Louis LEGRAND as new Director of the Company, in replacement of Mr. Christophe CARRAFANG, with effect as from 21 August 2015.

There being no further business, the Meeting is closed at 3.00 p.m.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document, are estimated at approximately one thousand two hundred ninety five euro (1,295.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26 (2) of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment on specialized investment funds, as amended.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Signé: P. BUISSERET, Q. BALTHAZAR, L. CROMLIN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/30299. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2015.

Référence de publication: 2015163827/814.

(150180586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Reunit S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 91.973.

Les comptes annuels 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015144371/9.

(150157085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2015.

Bank of China (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 37-39, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.940.

Faisant suite à la décision de notre Conseil d'Administration du 7 Mai 2015, M. OU Hui est nommé au poste de Directeur Général Adjoint. Le poste de Directeur Général Adjoint concerne la gestion journalière. Il devient, avec Mme ZHOU Lihong, M. YAN Haisi, M. CHEN Longjian et Mme ZHANG Xiaolu, le cinquième membre de la Direction. M. OU a le pouvoir d'engager seul la société.

M. OU est né le 16 Juillet 1962 à Shaanxi, R.P. de Chine, son adresse professionnelle est au 37-39 Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg.

Luxembourg, le 25 Août 2015.

Pour Bank of China (Luxembourg) S.A.

Marie-Dominique GORDON

Chief Compliance Officer

Référence de publication: 2015144644/17.

(150157902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

Robert Mikaeloff Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 12, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 15.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015144374/9.

(150157775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2015.

Strassen Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie-Curie.

R.C.S. Luxembourg B 191.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015144408/9.

(150157306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2015.
